



Point d'actualité économique et financière du Cône sud

N°38 du 11 au 17 septembre 2020



FAITS SAILLANTS

Région

Situation covid-19, et éléments de comparaison régionale et avec la France (moyenne mobile sur 7 jours par million d'habitants)

Argentine

La Banque centrale durcit le contrôle des changes afin de réduire la pression sur les réserves en devises.

Le gouvernement présente à la Chambre des députés le projet de loi de finances pour 2021.

La crise sanitaire entraîne une hausse de la pauvreté à Buenos Aires.

Les poussées inflationnistes se renforcent nettement en août 2020.

Chili

Plus de la moitié des entreprises bénéficiaires des aides de l'Etat prévoient de licencier en cas de levée des mesures de soutien.

La crise sanitaire entraîne une stagnation des salaires réels en juillet 2020.

Paraguay

Perspectives économiques au mois d'août.

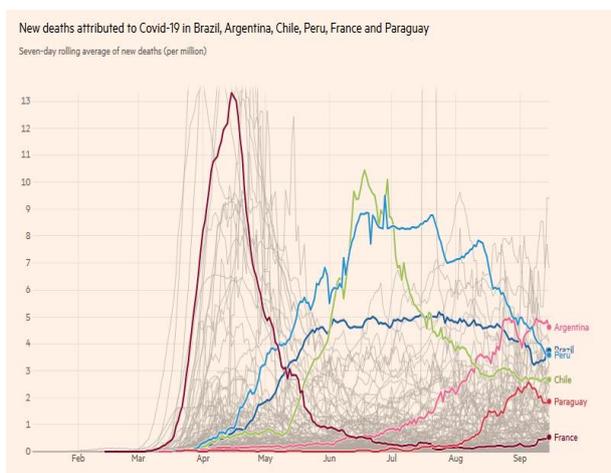
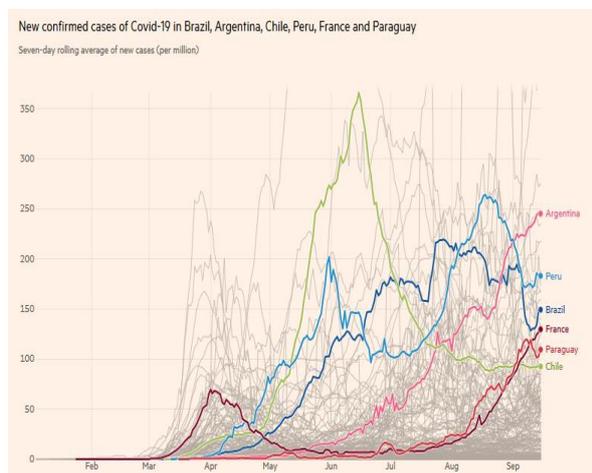
Uruguay

Les grandes orientations de la politique budgétaire (2020-2024) et monétaire : réduction du déficit et objectif d'inflation.

Le gouvernement renforce sa politique d'attractivité des étrangers.

L'entreprise technologique dLocal Payments devient la première licorne uruguayenne.

Situation covid-19, et éléments de comparaison régionale et avec la France (moyenne mobile sur 7 jours par million d'habitants)



Source : Financial Times (on ne fait pas figurer l'Uruguay, dont la situation est quasiment normalisée)

Cas déclarés
au 16/09/2020

État des lieux

Argentine

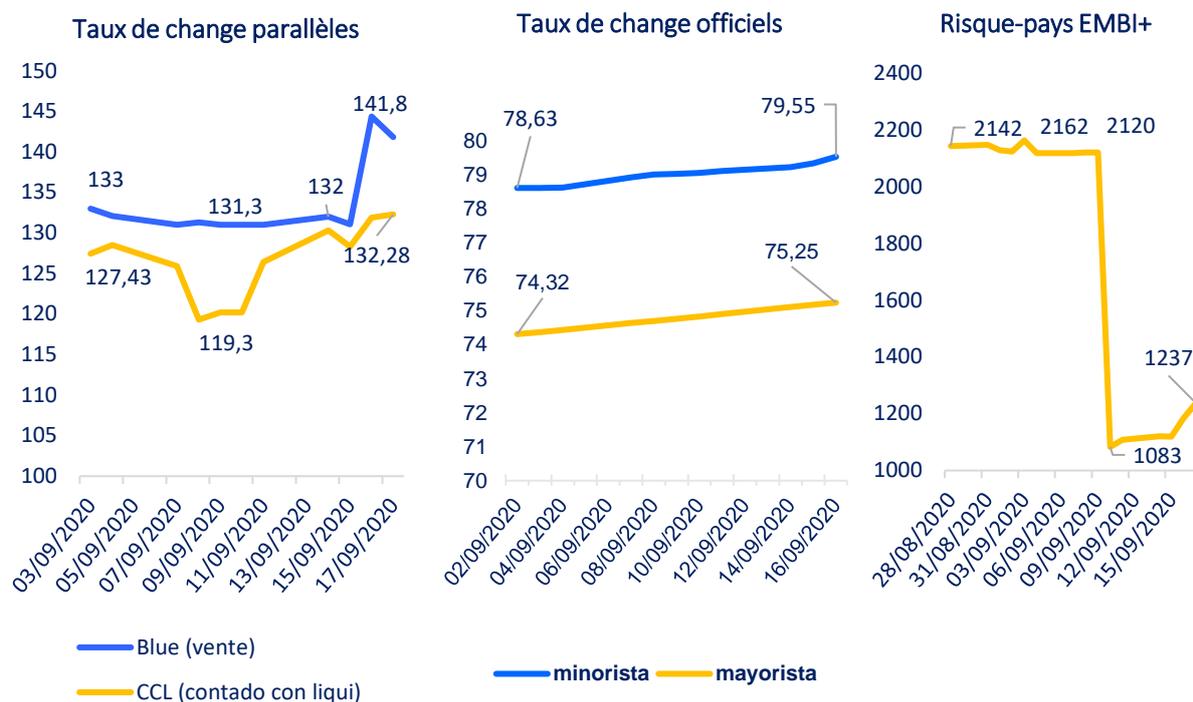
589.012 cas déclarés, dont 448.263 guérisons et 12.116 décès.

L'Argentine est, de manière constante depuis le 10 septembre, le 1^{er} pays au monde en termes de décès par jour et par million d'habitants en moyenne mobile sur 7 jours, à l'exclusion de Guam et Aruba. Elle est aussi le seul des grands pays d'Amérique latine dont la courbe de tendance des décès demeure orientée à la hausse (inversion de la courbe au Chili le 18 juin, au Mexique le 26, au Pérou le 28, au Brésil le 24 juillet, en Colombie le 26 août).

Taux d'incidence toujours en hausse (169,5 au niveau national contre 161,6 la semaine précédente et 81,9 fin juillet), supérieur au seuil d'alerte français dans 18 provinces sur 24, dont 7 au-delà de 200 (+2 à 196 et 197 respectivement). La **dynamique épidémique s'améliore nettement dans la capitale, quoique à des niveaux d'incidence toujours élevés** (231 contre 268 et 299 au cours des deux semaines antérieures), et **plus marginalement dans la province de Buenos Aires** (219/223/233), mais **continue à se dégrader très fortement dans la plupart des provinces de l'intérieur** (tx d'incidence en hausse dans 15 provinces/22), notamment dans les régions fortement peuplées de Santa Fe (3^{ème} province du pays, 197/152/101), Mendoza (5^{ème}, 242/203/113) et Tucuman (6^{ème}, 179/138/86).

En outre, le **taux de positivité**, qui n'est plus descendu en-dessous des 40% depuis le 23 août, **se maintient à des niveaux stratosphériques** (45,89% sur les 7 derniers jours), suggérant une dynamique épidémique plus vive que celle reflétée par les données officielles (l'Imperial College de Londres estime que le nombre réel de cas dépasserait les 7 millions), et ce alors même que le nombre de tests a progressé (374,7/100.000 hb contre 267,7 il y a un mois).

		<p>Le nombre de décès se stabilise autour de 200-220/jour (6306 au cours des 30 derniers jours), tandis que le nombre de patients en soins intensifs a encore progressé de 10,2% sur la semaine, à 3118, suggérant que l'inversion de la courbe des décès ne devrait pas être immédiate.</p> <p>On relèvera par ailleurs que l'Argentine atteindra samedi 6 mois de confinement, hors assouplissements locaux.</p>
Chili	<p>439.287 cas déclarés, dont 411.853 guérisons et 12.058 décès.</p>	<p>Les indicateurs restent stables. Le nombre de nouveaux cas reste maîtrisé et, en moyenne, inférieure à 2.000 cas/jour. Le nombre de décès journaliers reste stable (+/-50), ainsi que le nombre de patients hospitalisés (moins de 1.000). Le taux de positivité des tests Covid-19 est inférieur à 6%.</p> <p>L'état d'exception constitutionnelle de catastrophe a été prolongé de 90 jours le 11 septembre, permettant notamment le maintien des mesures de quarantaine et du couvre-feu.</p> <p>Des mesures spécifiques sont mises en place pendant les fêtes nationales (17, 18 et 19 septembre), pour contrôler les sorties et les regroupements (cordons sanitaires autour des principales villes, autorisation exceptionnelle de rencontre dans les localités en phase de transition).</p>
Paraguay	<p>30.149 cas déclarés, dont 15.740 guérisons et 566 décès.</p>	<p>La situation sanitaire reste préoccupante mais le rythme de transmission épidémiologique montre des signes de décélération. Au cours de la semaine, le taux d'incidence a diminué par rapport à la semaine précédente, passant de 82,3 à 71,6, de même que le nombre de décès.</p> <p>Le pays a signé un accord avec le Brésil pour l'habilitation de centres de logistique dans les villes frontalières de Ciudad del Este/Foz de Iguazu, Pedro Juan Caballero/Punta Porã et Salto de Guairá/Mondo Novo afin de réactiver le commerce frontalier qui demeurait paralysé depuis le mois de mars.</p>
Uruguay	<p>1.856 cas déclarés, dont 1.559 guérisons et 45 décès.</p>	<p>La situation reste maîtrisée et considérablement meilleure que dans le reste de l'Amérique latine. Le taux d'incidence sur les 7 derniers jours est à 3,3 cas, soit le même niveau que la semaine dernière. Aucun nouveau décès n'est à déplorer.</p>



La Banque centrale durcit le contrôle des changes afin de réduire la pression sur les réserves en devises

La Banque centrale a annoncé mardi 15 septembre dans la soirée un nouveau durcissement du contrôle des changes (surnommé « *super cepo* » dans la presse) dans un contexte d'inquiétudes croissantes sur le niveau des réserves en devises réellement disponibles (estimées entre 6,5 et 7,5 Mds USD, dont à peine 4 Mds USD sous la forme liquide).

Les principaux points à retenir :

- (i) Les entreprises devant honorer, d'ici au 31 mars 2021, des engagements financiers à l'étranger, pour autant que leurs échéances mensuelles de dette soient supérieures, en moyenne, à 1 MUSD entre le 15 octobre et le 31 mars, ne pourront désormais plus obtenir sur le marché cambial que l'équivalent de 40 % du montant à rembourser. Le solde, soit 60%, devra être soit payé par recours aux différents marchés parallèles, soit restructuré.
- (ii) Concernant les opérations boursières en devises, dites CCL « *Contado con liquidacion* », les détenteurs de titres en devises achetés en peso sur le marché national devront désormais attendre 15 jours ouvrables avant de pouvoir revendre leurs titres-miroir à l'étranger.
- (iii) De même, les investisseurs non-résidents ne pourront plus participer aux opérations CCL. Les autorités monétaires espèrent ainsi limiter les opérations de *carry-trade* qui déstabilisent le marché financier national.
- (iv) S'agissant des particuliers, le quota mensuel demeure fixé à 200 USD. Toutefois, à compter du 16 septembre, (i) les paiements réalisés en devises avec les cartes bancaires s'imputent sur cette limite mensuelle, qu'ils soient effectués à l'étranger ou depuis l'Argentine (achat de

biens et services), (ii) l'achat de devises à des fins d'épargne est taxée à hauteur de 30 % au titre de l'impôt dit pour une Argentine inclusive et solidaire (Pais). Par ailleurs, les achats de devises par les petits épargnants et les paiements en devises par carte bancaire sont désormais également soumis à une redevance de 35 %, ultérieurement déductible de l'impôt sur le revenu (pour les particuliers) ou sur les bénéfices (pour les entreprises).

Ces annonces ont entraîné la baisse des valeurs argentines cotées à New-York (-6% en moyenne le 16 septembre) et du cours des obligations souveraines (-5% en moyenne, avec un taux désormais de l'ordre de 13% contre un taux de sortie estimé à 10% au moment de la restructuration de la dette souveraine début septembre). De son côté, le risque-pays a augmenté de 10 % depuis le 15 septembre.

Le gouvernement présente à la Chambre des députés le projet de loi de finances pour 2021

Le ministère de l'économie a transmis à la Commission du budget le 15 septembre dernier, le projet de loi de finances 2021, premier budget élaboré par l'administration du président Alberto Fernandez. Le gouvernement prévoit une consolidation graduelle des finances publiques grâce notamment au retour de la croissance (+5,5 % en 2021) et à l'arrêt des mesures exceptionnelles (3,07 % du PIB en 2020). Le gouvernement envisage une amélioration des fondamentaux qui permettrait une réduction des tensions inflationnistes (29 % en 2021, contre des anticipations du marché à 47 %) et une stabilisation du change à 102,4 ARS/USD (anticipations du marché à 122 ARS/USD). L'objectif de déficit primaire est de 4,2 % du PIB en 2021 (-4,5 % du PIB annoncé par le ministre Guzman).

Premières indications de l'impact de la pandémie/du confinement sur les indicateurs sociaux

Le taux de pauvreté dans la capitale est passé de 20,9 % au 2^{ème} semestre 2019 à 28,2 % au S1 2020. En outre, si la population pauvre mais non indigente est passée de 14,8 à 16,5 % du total, le taux d'indigence a quasiment doublé en 6 mois, passant de 6 à 11,7 %, ce qui suggérerait une efficacité limitée des transferts sociaux (revenu familial d'urgence, allocation unique pour enfant notamment). Le chiffre national sera connu le 30 septembre.

Les exportations reculent au 1^{er} semestre 2020 mais restent dominées par les ventes de soja

Durant les 6 premiers mois de 2020, les exportations reculent de 11 %, pour s'établir à 27,3 Mds USD. En raison du manque de dynamisme, le soja (28 % des ventes) n'a pas réussi à compenser le recul dans d'autres secteurs, en particulier dans l'automobile où les ventes se réduisent de moitié. Durant la période, les produits oléagineux constituent le premier poste à l'export (31 % des ventes), suivis par les céréales (21 %), les bovins et produits laitiers (7 %) ainsi que la pétrochimie (7 %).

Le Brésil est le premier client (3,5 Mds USD, -32 % en g.a) malgré la chute des ventes d'automobiles (1,1 Md USD, -50 % en g.a), suivi par la Chine (2,8 Mds USD, +20 %) grâce à la bonne tenue du soja sur ce marché (1,3 Md USD, +68 % en g.a) et les Etats-Unis (1,5 Md USD, -23 % en g.a) qui connaissent des livraisons vigoureuses d'or et d'argent (269 MUSD, +71 % en g.a).

Produits	Exportations	Var. en g.a	Part sur total	Principaux clients
1. Soja	7,7 Mds USD	+1%	28%	ASEAN : farine et granulés (1,5 Md USD). Chine : fèves de soja (1,2 Md USD). Inde : huile de soja (1 Md USD).
2. Maïs	3,3 Mds USD	+15%	12%	ASEAN : 1 Md USD, dont 67% pour le Vietnam.
3. Pétrochimie	1,9 Md USD	-26%	7%	Chili : pétrole et gaz (281 MUSD).
4. Blé et produits dérivés	1,8 Md USD	+7%	4 %	Mercosur : 666 MUSD, dont 96% pour le Brésil.
5. Automobiles	1,7 Md USD	-50%	6%	Mercosur : 594 MUSD, dont 97% pour le Brésil

Les poussées inflationnistes se renforcent nettement en août 2020

Selon l'institut national de statistiques (INDEC), les prix ont progressé de 2,7 % sur un mois, soit la plus forte hausse depuis mars (1,5% en avril et mai, 2,2% en juin, 1,9% en juillet). La hausse est en outre supérieure -3%- pour l'inflation sous-jacente.

Les postes ayant enregistré les plus fortes augmentations sont les aliments et boissons non-alcoolisées et les équipements de la maison (+3,5 % dans les deux cas). La hausse de l'IPC ressort à 18,9 % depuis le début de l'année et à 40,7% en glissement annuel contre 42,4% en juillet. Par ailleurs, l'indice des prix de gros a également enregistré une forte augmentation en août pour s'établir à 4,1% sur un mois, 14,7% durant les 8 premiers mois de 2020 et 35,3% en g.a.

Chili

2019 – PIB : 282,3 Mds USD / Population : 19,1 M

Plus de la moitié des entreprises bénéficiaires des aides de l'Etat prévoient de licencier en cas de levée des mesures de soutien

Selon une enquête menée par l'institut national des statistiques (INE) en juillet, 37 % des entreprises, employant près de 740.000 personnes (environ 9 % des emplois salariés formels), bénéficient des allocations versées au titre du chômage partiel (loi sur la protection de l'emploi). Le télétravail concerne 28 % des employés. Malgré ces aides, plus de la moitié de ces entreprises prévoient des licenciements à l'issue de la période de couverture. Les secteurs les plus touchés sont la restauration, l'industrie manufacturière et les activités artistiques et les loisirs.

La crise sanitaire entraîne une stagnation des salaires réels en juillet 2020

La hausse des salaires nominaux et du coût de la main d'œuvre reste modérée en juillet, s'établissant respectivement à +2,8% et +3,2% en g.a, en ligne avec la tendance observée depuis avril. Par conséquent, les salaires réels évoluent très peu en juillet (+0,3% sur un an et -0,1% depuis le début de l'année). Le salaire horaire moyen s'établit à 5.084 pesos (autour de 6 euros).

Paraguay

2019 – PIB : 38,1 Mds USD / Population : 7,1 M

Perspectives économiques au mois d'août.

Selon l'enquête sur les anticipations des acteurs économiques (EVE) réalisée par la Banque centrale, l'inflation devrait atteindre 1,8 % en décembre 2020 et 3 % en 2021. Ces prévisions restent contenues dans les limites de la cible d'inflation de la Banque, fixée à 4 %.

S'agissant des évolutions du taux de change, les acteurs économiques tablent sur une dépréciation du guarani de 2 % par rapport au mois d'août, qui amènerait le cours de la devise nationale à 6.980 PYG/USD en décembre 2020. Cette légère perte de valeur devrait toutefois être corrigée les mois suivants, avec des anticipations du change à 6.900 PYG/USD en décembre 2021.

Uruguay

2019 – PIB : 56 Mds USD / Population : 3,4 M

Les grandes orientations de la politique budgétaire (2020-2024) et monétaire : réduction du déficit et objectif d'inflation

Sur le plan budgétaire, le gouvernement annonce une réduction du déficit budgétaire qui devrait passer de -6,6 % du PIB en 2020 à -3,8 % du PIB en 2021 puis -2,7 % du PIB en 2024, grâce à une croissance contenue des dépenses réelles. L'amélioration des finances publiques permettra de limiter la dette publique à 67,5 % du PIB à l'horizon 2024. Sur le plan monétaire, la Banque centrale annonce un objectif d'inflation compris entre 3 % et 6 % et la libre fluctuation du change, les interventions se limitant à corriger un excès de volatilité. Le pilotage de la politique monétaire passera désormais par la fixation du taux directeur (actuellement fixé à 4,5%).

Le gouvernement renforce sa politique d'attractivité des étrangers

Après une première validation par le Sénat, le Parlement a approuvé le 8 septembre le texte de loi améliorant les bénéfices pour les personnes étrangères acquérant la résidence fiscale uruguayenne à partir de 2020. Les deux points phares de la mesure sont : 1) L'extension de l'exonération d'impôt sur le revenu pour les non-résidents (IRNR) de 5 ans à 10 ans ; 2) L'abaissement du taux d'imposition sur le revenu des personnes physiques (IRPF) de 12 % à 7 %. Le projet de loi s'inscrit dans l'ambition du gouvernement d'attirer les résidents étrangers, en particulier argentins. Le projet de loi sera à nouveau soumis au Sénat avant d'être promulgué par le pouvoir exécutif.

L'entreprise technologique dLocal Payments devient la première licorne uruguayenne.

L'investissement de General Atlantic dans dLocal Payments valorise à 1,2 Md USD la start-up uruguayenne spécialisée dans les solutions de paiement pour les marchés émergents. Créé en 2016, la technologie de la Fintech est utilisée par près de 450 commerçants situés dans une vingtaine de pays. Grâce à cet apport financier, dLocal prévoit de se développer dans 13 nouveaux marchés au cours des 18 prochains mois.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Buenos Aires.

Adressez les demandes à buenosaires@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Laurent Charpin
Service économique régional de Buenos Aires
Ambassade de France en Argentine

Adresse : Av. del Libertador 498 - Piso 17 C1001 ABR
Buenos Aires

Auteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Avec le concours des ambassades de France au
Paraguay et en Uruguay.

Version du 17 septembre 2020